
Délégation "Enjeux du développement durable"

24 janvier 2011



Contribution de Jean-Pierre LE ROY

leroyjeanpierre98@neuf.fr

La durabilité en question

Je souscris totalement à la pertinente contribution rédigée récemment par M. Dialinas. Au risque de passer pour un « décliniste » (ce que je suis peut être...), il est clair que la durabilité n'est pas compatible avec les modes de développement des pays industrialisés et, comme je l'avais indiqué dans ma contribution de début septembre sur la vision de notre territoire à l'horizon 2030, il y aura nécessairement à un moment ou à un autre une ou des ruptures, à gérer ou à subir, dans nos modes de vie et de consommation.

La « décarbonation » de nos productions et consommations est inéluctable et va de pair avec la préservation des ressources limitées de notre planète. Nous sommes dans un monde fini.

Le réchauffement anthropique de la planète ne fait plus guère de doute chez les climatologues, même s'il reste encore difficile à démontrer. La multiplication récente de graves accidents climatiques planétaires incline ces mêmes scientifiques à redouter une relation plus précoce que prévue avec le réchauffement de la planète.

Notons que l'année 2010 vient de battre le triste record des années les plus chaudes jamais enregistrées sur le globe depuis que la météo existe. Parallèlement, le prix du pétrole monte doucement mais inéluctablement. Spéculation ou prémices d'un pic de production ? Il est trop tôt pour trancher. Les indices de la FAO sur les cours mondiaux de l'alimentation sont à leur plus haut jamais atteint. Spéculation ou corrélation avec la série dramatique d'accidents climatiques de 2010 ? La aussi, il est hasardeux de conclure. Les prix de certaines matières premières s'envolent. Spéculation ou début de pénurie liée au réchauffement ? Y a-t-il convergence dans tous ces phénomènes ?

Néanmoins, nous devons nous préparer et nous devons anticiper ces pénuries à venir sur nos ressources fondamentales afin d'inscrire dans la durabilité les pays développés et y amener les pays en développement. C'était l'objet, semble t'il, des sommets mondiaux sur l'environnement qui se sont succédés

depuis près de vingt ans. Force est de constater qu'à ce jour rien n'a marché. Nous en restons aux bonnes intentions, aux mesures non contraignantes, aux objectifs de réduction non atteints. Le niveau de CO2 atmosphérique grimpe inexorablement de quelques pour cent par an dans l'indifférence générale.

Le réchauffement climatique, l'épuisement de certaines ressources, la durabilité doivent se placer au cœur des préoccupations majeures de nos décideurs. Nous esquissons actuellement une vision 2030 de notre territoire en prolongeant les courbes récentes de nos modes de vie sachant qu'elles ne sont pas durables pour la planète. Sommes-nous sur la bonne voie ?

Le Grenelle de l'environnement a été, ces dernières années pour la France, un temps fort dans le domaine de la prise de conscience environnementale pour nos concitoyens et nos décideurs. À présent, nous constatons que toutes les bonnes résolutions qui en sont sorties sont déviées, retardées, non financées, abandonnées en invoquant trop souvent de bien mauvaises raisons. Le Grenelle se détricote paisiblement sans contestation véritable.

Dégageons-nous les moyens financiers et avons-nous la volonté politique de mettre en place la durabilité à tous les échelons de la Nation ? Nous pouvons en douter. Nous en restons aux effets d'annonce, aux amuse-bouche dans tous les domaines et à tous les niveaux. La France n'a jamais autant consommé de ressources primaires qu'en 2010. Nous ne faisons jamais, à quelque niveau que ce soit, d'évaluation de nos actions environnementales. Est-ce bien responsable ? Les agendas 21 qui participent à la prise de conscience environnementale des citoyens font-ils l'objet d'évaluations sérieuses ?

La durabilité est un problème mondial de société. Est-il concevable que deux milliards d'individus se gavent des ressources forcément limitées de la planète alors que les cinq milliards restants, qui commencent à émerger et à consommer et que nous tirons vers le mieux être, sont accusés de faire trop peu dans le domaine de l'environnement et de la protection des ressources ?

Par ailleurs, comme l'écrit M. Dialinas, il faut s'attendre à des « migrations climatiques » importantes en provenance de zones géographiques à risque déjà très bien identifiées par les climatologues. Ces migrants potentiels sont, dans leur grande majorité, situés dans les pays les plus démunis. Nos sociétés sont-elles prêtes à « digérer » de tels phénomènes sans heurts et sans soulèvements sociaux ? Je ne le pense pas.

Il est clair que, si nous restons inactifs, ce sont les plus pauvres, les plus démunis de la planète qui vont payer le prix fort des chamboulements à venir. Dans quelques années, nous serons peut être condamnés à admettre que les morts et les sinistrés de la tempête "Xynthia" étaient déjà les premières victimes Françaises du réchauffement climatique. Devons-nous continuer à fermer les yeux et attendre que les événements de ce genre s'enchaînent ?

Il faut jouer la durabilité comme un atout et non comme une contrainte surtout vis-à-vis des populations démunies. Nous avons les moyens de faire face. Saurons-nous anticiper, faire preuve de clairvoyance et être solidaires face à ce défi ?